



# LA DESTRUCTION DES SERVICES PUBLICS TERRITORIAUX DOIT CESSER !

Le ministre de la Fonction publique Guillaume KASBARIAN, poursuit sur la même idéologie que ses prédécesseurs: il accuse les fonctionnaires de tous les maux pour poursuivre la liquidation du Statut, des droits et garanties collectives.

Non content de ne pas ranger dans le placard de la honte le projet Guerini, le ministre entend le mettre en œuvre et en pousser encore plus loin les objectifs.

**État des lieux des menaces proférées à l'encontre de la fonction publique territoriale, des agent·es et des usager·ères :**

## EMPLOI

- 100 000 postes menacés dans les 450 plus grosses collectivités, cela prétendument pour contribuer à « réduire les déficits publics », soit 4,2 milliards d'euros de masse salariale des fonctionnaires territoriaux en moins.

- Multiplication des mises en retraite pour invalidité, sans la moindre recherche ou volonté de reclassement. Cela concerne 8 000 à 10 000 agent·es chaque année dans toute la France.

## RÉMUNÉRATION

- Nouveau gel du point d'indice,  
- Mépris des bas salaires, avec une augmentation de 6 centimes d'euro pour 230 000 fonctionnaires afin qu'ils ne passent pas sous le niveau du SMIC.

- Suppression de la GIPA (Garantie individuelle du pouvoir d'achat), indemnité versée aux nombreux agents publics dont le traitement progresse moins vite que la hausse des prix. Cela concerne 143 000 territoriaux en 2023, en nette

augmentation tous les ans en raison de la hausse de l'inflation.

## SANTÉ

-« Lutte contre l'absentéisme » avec la volonté de nous imposer 3 jours de carence puis un traitement équivalent à 90 % du salaire pour toute la suite de l'arrêt maladie ! Il s'agit d'une attaque majeure contre le Statut.

Parmi les prétextes, celui de l'équité avec les salarié·es du privé... dont pourtant 70 % sont couverts avec un taux de remplacement à 100 % dans leurs accords d'entreprise.

## RETRAITE

- Aggravation des menaces contre la CNRACL, le régime particulier des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers et contre l'IRCANTEC, caisse de retraite des non-titulaires de la Fonction publique.

Pour la CNRACL, un déficit est créé de toutes pièces en organisant sciemment la diminution du nombre de cotisant·es, notamment avec la généralisation du recrutement de contractuel·les et la multiplication des contrats à moins de 28 heures par semaine. Pour l'IRCANTEC, il est inacceptable que les réserves issues des cotisations des salarié·es alimentent le jeu boursier et participent à l'aggravation de la crise.

**Mais la réalité dans la FP est tout autre**

Il s'agit généralement :

- surmenage lié aux conditions de travail toujours plus dégradées ;
- sous-effectifs chroniques qui viennent aggraver des situations de travail d'ores et déjà inacceptables ;
- non-reconnaissance de la pénibilité;

# NON

les fonctionnaires territoriaux et les usager·ères n'ont pas à assumer les politiques de destruction des services publics au profit du fric à tout prix.

Le recul des droits de 6 millions d'agent·es de la Fonction publique ne fera rien gagner aux travailleur·euses du privé et au contraire servira de tremplin pour asservir toujours un peu plus le monde du travail dans son ensemble !

# OUI

la suppression de TOUS les jours de carence doit être mise en œuvre.

# OUI

plus que jamais, cette politique tournée contre les fonctionnaires et les services publics doit cesser ! Il en va de l'intérêt des usager·ères, des salarié·es, des fonctionnaires !

**C'est dans ce contexte de destruction massive de nos droits que nous vous appelons à vous mobiliser le 19 Novembre, Ensemble exigeons :**

- L'abrogation de la réforme des retraites de 2023 ;
- L'abrogation de la loi dite de Transformation de la Fonction publique ;
- L'abandon ferme et définitif du projet de loi Guerini ;
- 10 % d'augmentation du point d'indice immédiatement comme mesure d'urgence et passage du point à un montant de 6 euros ;
- L'augmentation des effectifs généralisée pour permettre la bonne mise en œuvre des missions de services publics.
- Le maintien du dispositif GIPA
- L'abrogation des jours de carences et le maintien de la rémunération à 100% en cas de maladie
- Le maintien de l'ensemble des jours fériés

**LA DESTRUCTION DES SERVICES  
PUBLICS TERRITORIAUX DOIT CESSER !**

**Mardi 19 Novembre  
Manifestation  
Départ 10h  
Hotel de ville de Rouen**